

3528



REPUBLIQUE DU SENEGAL  
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL  
ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(FAD – FND)

Prêts : FAD n° F SEN/ LUT-PAU / 99/22 du 19/08/99  
FND n° 286 du 25/05/99

**RAPPORT D' ACTIVITES ANNUEL  
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE  
(FAD – FND)**

**PAYS** : SENEGAL

**TITRE DU PROJET** : PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (FAD – FND)

**AGENCE D'EXECUTION** : BUREAU DE GESTION DU PROJET (BGP) SOUS LA TUTELLE DU MINISTERE DE LA FAMILLE, DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE NATIONALE (MFDSSN)

**NUMERO DU RAPPORT** : 4 EME

**PERIODE COUVERTE** : Janvier – Décembre 2004

152

## I. DONNEES PRINCIPALES

**Numéro du Prêt** : Prêt FAD/N° F/SEN/LUT.PAU/99/22 du 19/08/99.  
Prêt FND/N° 286 du 25/05/99.

### Sources de Financement

Le projet est co-financé par :

- le Fonds Africain de Développement
- le Fonds d'Assistance Technique
- le Fonds Nordique de Développement
- la Contrepartie Sénégalaise.

### Plan de Financement

Sources de Financement	Devises	Monnaie Locale	Total	% Total
FAD	5,77	4,23	10,00	54,0
FAT	0,58	1,17	1,75	9,0
FND	2,62	2,38	5,00	27,0
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10,0
Total	8,97	9,63	18,60	100
% du Total	48	52	100	

### Estimations du Coût du Projet

- En devises : 8,97 millions U.C
- En monnaie locale : 9,63 millions U.C
- Total : 18,60 millions U.C.

### Répartition du Financement

- Prêt Fonds Africain de Développement (FAD) : 10,00 millions U.C
- Don Fonds d'Assistance Technique (FAT) : 1,75 millions U.C
- Prêt Fonds Nordique de Développement (FND): 5,00 millions U.C
- Contrepartie sénégalaise (Gouvernement) : 1,85 millions U.C

### Date d'approbation du Prêt

FAD : 30 Juin 1999  
FND : 31 Janvier 1999

### Date de signature du Prêt

FAD : 19/08/99  
FND : 25/05/99

### Date de Mise en vigueur du Prêt :

FAD: 15 février 2001  
FND: Août 2001

Date du 1er Décaissement : 11 avril 2001

Date du dernier décaissement : 31 Décembre 2004 prorogée au 31 décembre 2005

### SATISFACTION DES CONDITIONS DU PRET

#### *Conditions remplies*

Conditions préalables à l'entrée en vigueur	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date approbation BAD
1°/ Fournir la preuve de la création du Bureau de gestion du Projet (BGP), des Unités Régionales de Gestion (URG), du Comité national de pilotage et des Comités régionaux de pilotage.	- Arrêté N° 8716 du 11/09/00 portant création du CNP et des CRP. - Arrêté N° 8717 du 11/09/00 portant création du BGP et des URG.	Février 2001
2°/ Fournir au FAD la preuve du recrutement par voie de sélection du Directeur du BGP, des Spécialistes, du comptable, des coordonnateurs régionaux, des Assistants et du personnel de soutien.	- Avis de recrutement dans les quotidiens de la place (Sept. et Décembre 1999) - Rapport d'évaluation Commission dépouillement - offres candidats - lettre N° 0360/MFASSN/ du 27 septembre 1999 adressée à la BAD. - Contrats	Fax BAD du 29/10/1999

3°/ Fournir au FAD, la preuve de la mise à disposition du BGP et des URG, de locaux adéquats pour servir de bureaux ;	lettre N° 4114 du 6/09/00 de Mr le Secrétaire général de la Présidence portant affectation de locaux pour le BGP et Contrats de location des URG. Lettre N° 3326 du 7 novembre 2000 du Gouverneur de Diourbel	Février 2001
4°/ Fournir au FAD, la preuve de la signature de l'accord de prêt avec le FND ou la preuve de l'engagement de ce dernier à participer au financement du Projet	Lettre N° 6760 du 13/10/98 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances relative à une requête de financement au FND. Accord de prêt N° 286 du 25/05/99	Accord de prêt FND n° 286 du 25/05/1999
5°/ Fournir au FAD, la preuve de l'ouverture d'un compte spécial dans une banque commerciale, pour recevoir les ressources du prêt, d'un compte pour recevoir la contribution de l'emprunteur, d'un sous-compte pour supporter les menues dépenses, d'un autre compte pour le remboursement du Fonds de crédit.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lettres N° 1031/DG -CS/99 et 1032/DG-CS/99 de ECOBANK informant de l'ouverture des comptes au nom du projet pour recevoir les ressources du prêt et celles affectées au fonctionnement.</li> <li>- Lettre n° 6799 du 2/11/00 de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances adressée à la CNCAS</li> <li>- Lettre N° 348 du 7/11/00 du Directeur général de la CNCAS.</li> <li>- Ancien compte N° 440 01 1093 ouvert dans les livres du Trésor. Nouveau compte : 9610021</li> </ul>	Fax BAD daté du 20 juillet 2000.
6°/ Soumettre au FAD pour avis, au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt un programme détaillé de formation pour l'ensemble du projet	- En rapport avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base, le consultant a élaboré et transmis le rapport définitif, transmis à la BAD, en avril 2002.	
7°/ Adopter au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, le manuel des procédures opérationnelles concernant le fonctionnement du projet et le volet crédit	- Le manuel des opérations et procédures administratives a fait l'objet d'une validation nationale avec la participation de tous partenaires institutionnels et d'exécution. La version définitive a été transmise à la BAD en date du 17 septembre 2002.	17 septembre 2002

8°/ Affecter au projet au plus tard le 31 juillet 1999 les terrains pour la construction des cases-foyers

- Faisant suite à la mise en vigueur du prêt intervenu le 15 février 2001, l'étude du milieu a été finalisée au mois de mai 2002 et a permis de cibler les communautés de base, de connaître les besoins réels des populations et d'initier des investigations complémentaires sur les infrastructures socio-communautaires finalisées dans le courant du mois d'août 2002 en vue d'arrêter les sites d'accueil. L'adoption définitive des plans architecturaux intervenue au mois de mars 2003 a permis de finaliser les investigations initiées auprès des collectivités locales en vue de l'affectation des terrains, bouclée avec l'obtention des actes au 30 juin 2003.

9°/ Verser chaque année au plus tard au 31 mars, sa contribution au financement des activités programmées pour l'année en cours

- Pour l'année 2001, la contrepartie du gouvernement est de 500 millions CFA, mise à disposition en juillet, a été domiciliée à la CNCAS, en ce qui concerne le fonds de crédit et dans les livres du Trésor Public pour la quote-part relative au fonctionnement, et a été mobilisée à hauteur de 462.674.045 FCFA FCFA.
- Quant à l'exercice 2002, la mobilisation n'a été effective qu'au mois de juillet 2002 en raison de la modification des nomenclatures budgétaires en faveur de celles de l'UEMOA. Les charges liées au fonctionnement ont été en partie mobilisées malgré les difficultés inhérentes aux procédures du Trésor Public. En ce qui concerne la contribution au fonds de crédit de 365 millions dont l'arrêté de versement a été signé en date du 27 septembre 2002, le montant n'a été viré dans les comptes de la CNCAS, qu'au mois de juillet 2003.
- Pour l'année 2003, la notification du budget 2003 datée du 6 janvier 2003 a été faite pour un montant de 397 millions de FCFA dont 229 millions représentant la contribution du Gouvernement au fonds de crédit et le reliquat est attribué au fonctionnement et aux charges sociales et charges locatives des URG de Tambacounda et Kolda. La mobilisation des fonds de contrepartie a été effective en date du 11 juin 2003, pour le fonctionnement. Le fonds de crédit a été viré en date du 15 juillet 2003 dans le compte ouvert à cet effet.
- Pour l'exercice 2004 ; un montant de 300 millions de FCFA a été alloué au Projet dont 132 millions représentant le fonds de crédit par décision n°3293 du 18 mars 2004 ; le reliquat de 168 millions est attribué au fonctionnement du Projet. Le compte de dépôt a été alimenté dès le 3 mars 2004.

<p>10°/ Mettre à la disposition des SFD, les fonds relatifs au volet crédit, avant le démarrage de l'activité de crédit et communiquer les accords de conventions.</p>	<p>- A la suite du diagnostic des SFD et des structures de caisse de base, le projet de convention a été corrigé suite aux observations de la BAD transmises au Projet le 1er août 2002 et a permis d'initier une réflexion sur les modalités pratiques de partenariat avec les SFD. Un atelier a été organisé en date du 10 octobre 2002 par le Projet en rapport avec la Cellule AT/CPEC du Ministère de l'Economie et des Finances et a facilité la finalisation de la convention en rapport avec ces partenaires. Faisant suite à la signature des conventions avec les SFD et à la transmission d'une requête de financement appuyé d'un programme prévisionnel, dès le 7 janvier, la mise à disposition du fonds de crédit a été faite à hauteur des montants disponibles soit 403 650 000 FCFA constitués des 365 millions mis à la disposition par l'Etat et des intérêts produits par ce placement. Conformément aux dispositions arrêtées dans la convention signée avec les SFD, sur recommandation de la BAD, le renouvellement du fonds de crédit est fait sur la base d'une demande accompagnée de pièces justificatives des sommes précédemment mises à leur disposition.</p>
--	--

**Autres Conditions**

Conditions remplies	Actions entreprises et documents fournis au FAD	Date Approbation BAD
R A S	R A S	R A S

Les principales difficultés rencontrées tournent essentiellement autour de:

- la lenteur observée dans les procédures de satisfaction de certaines conditionnalités ;
- Les lenteurs à certains niveaux du processus de décaissement de la contrepartie ;
- La lenteur observée dans le traitement des dossiers par la BAD.
- La non mise à la disposition par la BAD des fonds relatifs à 6 SFD impliquées dans le volet crédit en raison de la remise en cause de leur implication dans ce dispositif.

**II. ORGANISATION ET GESTION**

Le Projet est administré par un bureau de gestion basé à Dakar et des Unités Régionales de Gestion au niveau des 5 régions d'intervention du projet que sont : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda.

Au niveau national, le bureau de gestion du projet (BGP) est dirigé par une Directrice Nationale assistée :

- d'un administrateur gestionnaire.
- d'un spécialiste en IEC / Alphabétisation ;
- de deux spécialistes en micro-finance ;
- d'un spécialiste en génie rural ;
- d'une gérante de la régie d'avance ;
- d'une comptable ;

Le BGP dispose d'un personnel de soutien composé de trois (3) secrétaires, trois (3) chauffeurs et d'un responsable de la documentation et de la reprographie (pris en charge par la contrepartie). Il dispose aussi d'un gardien de jour et de deux gardiens de nuit recrutés par le biais d'une société de gardiennage. Le nettoyage des locaux est assuré par des agents mis à disposition par la société recrutée à cet effet.

Le BGP est aussi appuyé par un Comité National de Pilotage (CNP) pour l'orientation et la coordination des activités.

Au niveau régional, l'Unité de Gestion comprend :

- un coordonnateur de l'Unité ;
- un adjoint, assistant en développement à la base ;
- une secrétaire ;
- un chauffeur ;

Par le biais de la société de nettoyage et de la société de gardiennage, il est mis à la disposition de chaque URG, respectivement :

- un agent en charge de la propreté des locaux et
- un gardien de nuit devant veiller aux biens du Projet.

L'Unité Régionale de Gestion est chargée de coordonner et de superviser toutes les actions du projet dans la région. Elle est assistée dans ses tâches par un Comité Régional de Pilotage (CRP), des Comités Communaux de Pilotage (CCP) et des Comités Locaux de Pilotage (CLP).

Il convient de noter que le personnel de direction du BGP a pris service en Juin 2000 et le personnel cadre de même qu'une partie du personnel de soutien, en Septembre 2000.

Il faut aussi signaler que l'arrêté portant création du BGP et des URG a été signé le 11 septembre 2000 et enregistré sous le numéro 8717.

Les principales contraintes notées dans le cadre de la gestion du projet tournent essentiellement dans la lenteur observée dans les procédures de satisfaction des conditionnalités, dans les procédures d'acquisition et la mise à disposition tardive des fonds tant au niveau de la contrepartie qu'au niveau de la BAD.

Il mérite de rappeler la lenteur constatée dans la mise à disposition de moyens satisfaisants de

travail, par :

- la réfection tardive de l'URG de Thiès intervenue en Juin 2002, suite à la mission de supervision de mars 2002, au cours de laquelle, il avait été retenu de prendre en charge les coûts sur les fonds mis à disposition par le FAD
- l'acquisition auprès de la centrale d'achat du Programme des Nations Unies, IAPSO et les moyens matériels et logistiques acquis, arrivés, pour une partie, en octobre 2001 n'ont été mis à la disposition du Projet qu'en mi-mars 2002, en raison des lenteurs dans le processus de dédouanement. Il en est de même du matériel de froid et de reprographie à la possession du Projet.
- Cette constatation est aussi valable pour le mobilier de bureau pour lequel l'avis de non objection de la BAD n'a été délivré que le 26 avril 2002 et, suite au processus d'approbation nationale, la livraison a été bouclée en fin août 2002.

Par ailleurs, suite à la vacance du poste de comptable, après autorisation de la BAD par fax du 19 juin 2001, le travail de comptabilité a été assuré par un consultant jusqu'en mars 2002, date de prise de service de la comptable et de l'Administrateur Gestionnaire recrutés sur avis de la mission de supervision de la BAD. En effet, suite à l'approbation des termes de référence et à la finalisation des procédures de sélection, la comptable a pris fonction le 11 mars et l'Administrateur Gestionnaire, le 18 mars 2002.

### III. ACQUISITIONS DE BIENS ET SERVICES

Catégories des acquisitions	Appel d'offres		En Millions d'UC			
	AOI	AON	Autres	Liste restreinte	FAB	Total
<b>1. Travaux de génie civil</b>						
1.1. Construction/réhabilitation			1,82 (1,72)		2,03	3,85 (1,72)
<b>2. Biens</b>						
2.1. Equipement BGP, BCSP, DPS, CERP.			0,46 (0,46)			0,46 (0,46)
2.2. Mobilier et Equipement des ONG et CVEC			1,96 (1,96)		2,36	4,32 (1,96)
<b>3. Service de Consultants</b>						
3.1. Etude et Supervision				0,15 (0,15)	0,29	0,44 (0,15)
3.2. Service de Consultants				1,43 (1,43)	0,12	1,55 (1,43)
3.3. Formation				3,24 (3,24)	0,09	3,33 (3,24)
3.4. Audit				0,06 (0,06)		0,06 (0,06)

<b>4. Divers</b>						
4.1. Fonctionnement			0,98 (0,98)		0,10	1,08 (0,98)
4.2. Fonds de crédit			3,50 (1,75)			3,50 (1,75)
<b>TOTAL</b>			8,21 (6,87)	5,39 (4,88)	5,00	18,60 (11,75)

**Autres :** Contrats directs gérés par l'AGETIP ; Acquisition par IAPSO ; Consultation de fournisseurs à l'échelon national ; non acquisition  
 ( ) : Financement FAD / FAT  
 FAB : Financement autre que FAD / FAT et Gouvernement : FND

#### IV. PROGRAMME DE TRAVAIL

Dans le cadre de la mise en œuvre de chacune des composantes du Projet, l'état d'exécution des activités inscrites dans le planning annuel se présente comme suit :

##### IV.1. Composante Renforcement des capacités

- Formation des 600 facilitateurs (2ème cohorte) : janvier 2004
- Alphabétisation des 18.000 bénéficiaires (2ème cohorte) : Février à décembre 2004
- Mise en place des manuels d'alphabétisation (2ème cohorte) : Janvier à Février 2004
- Suivi du programme d'alphabétisation : Janvier à décembre 2004
- Evaluation interne du programme d'alphabétisation : Janvier à Février 2004
- Production et diffusion des plaquettes et agendas : janvier 2004
- Evaluation interne du programme de sensibilisation : Janvier à Février 2004
- Réalisation d'un publi-reportage télévisuel : Janvier à Février 2004
- Réalisation d'émissions radio : Février à Octobre 2004
- Recyclage de 3 jours des relais en intermédiation sociale : janvier 2004
- Réalisation de sketches radio : Février à Octobre 2004
- Mise à niveau des comités de quartier /villageois sur leurs rôles et responsabilités : Janvier à Février 2004
- Mise à niveau du personnel en informatique : Février 2004

##### IV.2. Composante Micro finance et Activités génératrices de revenus

- Finalisation de la mise en place des caisses locales d'épargne et de crédit dans toutes les

zones d'intervention du Projet ;

- Poursuite de l'élaboration des requêtes des CLEC et leur financement ;
- Poursuite de la mise à disposition des Fonds auprès des SFD ;
- Poursuite du Financement Activités Génératrices de revenus des populations ;
- Poursuite de la Formation des Partenaires
- Recyclage des bénéficiaires en gestion et promotion de CLEC
- Evaluation des activités de Crédit des SFD ;
- Contrôle, supervision et suivi trimestriel des activités des partenaires sur le terrain ;
- Recrutement d'autres SFD pour le financement des activités génératrices de revenus initiées par les populations cibles;
- Signature de la nouvelle convention avec les trois grands réseaux identifiés dans le rapport d'évaluation (CMS, ACEP, PAMECAS) ;

#### **IV.3. Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique**

- Poursuite de la construction des infrastructures socio-communautaires
- Poursuite des constructions hydrauliques et de l'installation des pompes
- Acquisition et installation des équipements

#### **IV.4. Composante Gestion**

- Suivi, Supervision et coordination des activités

### **V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES**

#### **V.1. ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES**

##### **A. Composante Renforcement des capacités :**

L'état de réalisation des activités inscrites dans le planning se présente comme suit .

#### **Sous – composante Sensibilisation, alphabétisation et IEC**

##### **Equipement , mobilier et fournitures**

##### **➤ Acquisition des manuels d'alphabétisation:**

Pour la première et la deuxième cohortes, les manuels *niveau 1* ont été mis en place à plus de 95% à l'exception des manuels aide et action compris dans l'appel d'offres ; les manuels *niveau 2* ont été acquis à 50% et déployés dans les classes ;

Les manuels mis en place sont répartis comme suit :

- 61 400 manuels wolof
- 51 000 manuels pulaar
- 17 440 manuels mandinka
- 21 400 manuels sérère
- 600 manuels balante

Le matériel pédagogique à savoir les tableaux noirs et des fournitures de classes pour 36.000 bénéficiaires ont été remis aux opérateurs pour les classes d'alphabétisation des deux cohortes. Il s'agit :

- 36.000 exemplaires de chaque type de fournitures (cahier, stylos, gomme, ardoise, calculatrices, etc)
- 1.200 tableaux noirs

#### ➤ **Edition des supports de communication :**

Pour la mise en œuvre de la communication institutionnelle, 2000 plaquettes et 450 agendas sur l'état d'avancement du projet et les réalisations en cours ont été édités et diffusés auprès des institutions nationales et internationales, les partenaires d'exécution et institutionnels et les bénéficiaires ;

Au niveau de la mobilisation sociale, 11.650 affiches thématiques ont été édités sur 7 thèmes que sont le schéma de financement, l'emprunt et le remboursement des crédits, l'assiduité dans les classes, la gestion des points d'eau, la gestion des équipements de post récolte, la gestion des infrastructures communautaires, le fonctionnement des comités de quartier ou villageois).

610 boîtes à images avec les slogans traduits dans les 6 langues nationales, ont été produits et remis aux relais pour la deuxième phase de sensibilisation des bénéficiaires sur les rôles et responsabilités des comités de gestion des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC), des classes, des points d'eau, des équipements de post récolte, des infrastructures communautaires, et sur les thèmes de santé tels que le paludisme, l'excision, la santé maternelle et infantile, la prévention du SIDA.

Deux reportages télévisés ont été réalisés sur le voyage d'études du conseil d'administration de la BAD à Dakar et de la visite par cette dernière des réalisations du projet à Dalifort, dans le département de Pikine le 27 janvier 2004 et sur la visite des réalisations du projet à Sangalkam, Malika, Wakhinane par le sous secrétaire d'état américain au Trésor le 20 mars 2004.

Deux publi reportage télé ont été réalisées par la suite sur ces deux visites respectives

- ✚ l'exposition itinérante a été réalisée et porte des images reflétant toute la genèse de la mise en œuvre du projet( de la phase de mise en place des mécanismes à la phase actuelle de réalisations des activités.

#### ✚ **Services de spécialistes**

Pour le volet alphabétisation

Conformément aux dispositions de la convention, le MOD alpha, la SAFEFOD a effectué :

- un contrôle démarrage des 1200 classes de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> cohorte et a produit deux rapports exhaustifs avec des données statistiques sur l'ensemble des classes de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> cohorte
- les deux évaluations internes à mi-parcours des deux cohortes
- les deux évaluations internes finales des deux cohortes
- l'évaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation est déjà effectuée dans les cinq régions par la DALN ex DAEB dans le cadre de l'application du protocole d'accord
- dans le cadre du suivi des activités du projet , la composante a participé à la mission de supervision générale dirigée par la directrice du projet dans les cinq régions et en compagnie des différents partenaires d'exécution du projet ;

A cet effet il a été donné à la mission de constater un bon fonctionnement des classes dans les CB visitées mais aussi des difficultés telles que l'absence de financement des apprenants et le retard de paiement des personnels de terrain ; au retour de la mission tous les paiements attendus ont été effectués par le BGP et des dispositions préconisées pour que la priorité soit accordée aux apprenants dans le cadre du financement des AGR ;

#### **Pour le volet communication**

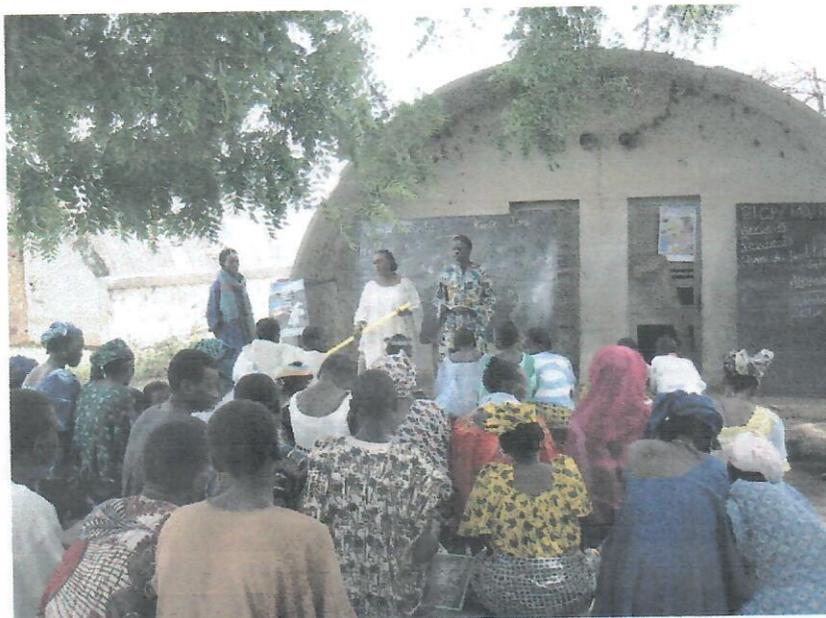
-Suite à l'organisation des ateliers régionaux de formation et de contractualisation avec les relais organisés par le cabinet OFBD dans les régions de Dakar, Thiès, Diourbel, Tamba et Kolda respectivement les 22, 23, 24, 29, 30 septembre 2003, des activités de mobilisation sociale des bénéficiaires ont été menées par les 140 relais dans les 600 communautés de base tout au long des mois d'octobre, novembre, décembre 2003 sur les thèmes tels que la participation active au programme d'alphabétisation, la gestion et le remboursement des financements, la bonne gestion des infrastructures et ouvrages communautaires pour une pérennisation des investissements du projet avec comme supports les affiches sur les dits thèmes.

- Ces activités de sensibilisation ont été menées par les relais d'intermédiation sociale composés de monitrices rurales, d'assistantes villageoises, de communicateurs traditionnels ect ; l'évaluation interne de la première phase de sensibilisation a été réalisée par le cabinet OFBD en prélude au recyclage des relais pouvant être reconduits pour la deuxième phase de sensibilisation ;

**Ainsi 82 428 personnes sensibilisées ont été sensibilisées dont 38 429 hommes et 44 399 femmes sur les différents thèmes**

- A l'issue de à l'évaluation interne de la 1<sup>ère</sup> phase de sensibilisation le cabinet OFBD a procédé à l'organisation des ateliers régionaux d'appropriation du contenu des boîtes à images par les relais ;chaque relais a reçu le lot de boîtes à images correspondant au nombre de CB encadrées
- Les122 relais en intermédiation sociale recyclés ont conduit ainsi la 2ème phase de sensibilisation dont le résultat obtenu est un bon fonctionnement des différents comités de gestion mis en place par le projet pour l'appropriation et la pérennisation des

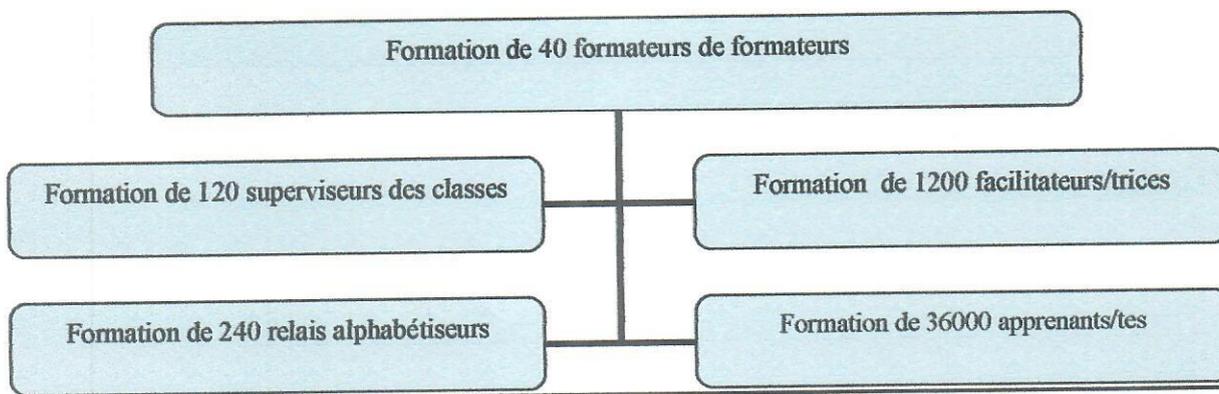
investissements

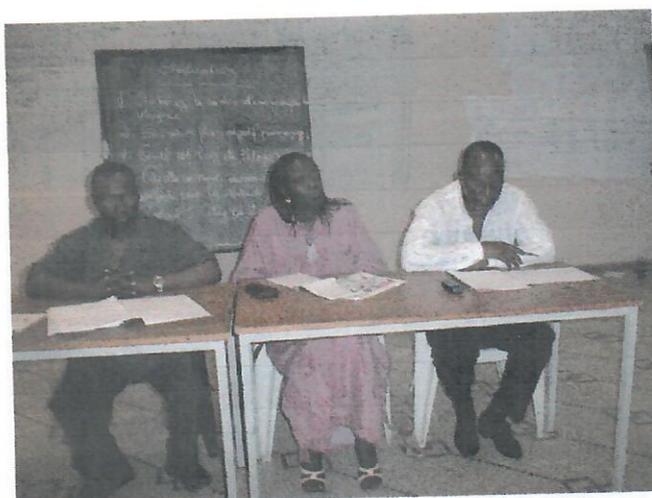


**Vue de la Classe d'alphabétisation de Saré Thierno**

**Formation**

- Recrutement, formation/ recyclage des personnels de terrain selon le schéma ci-après :





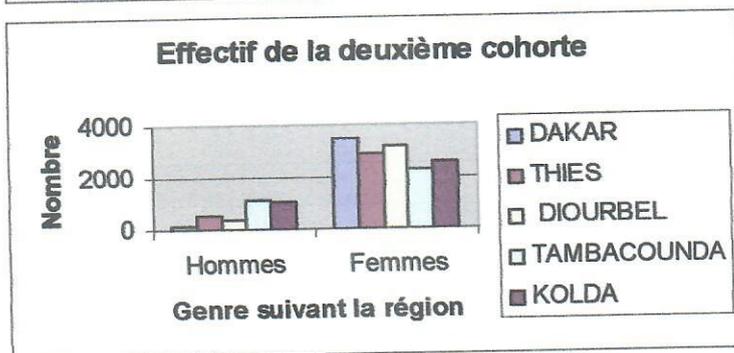
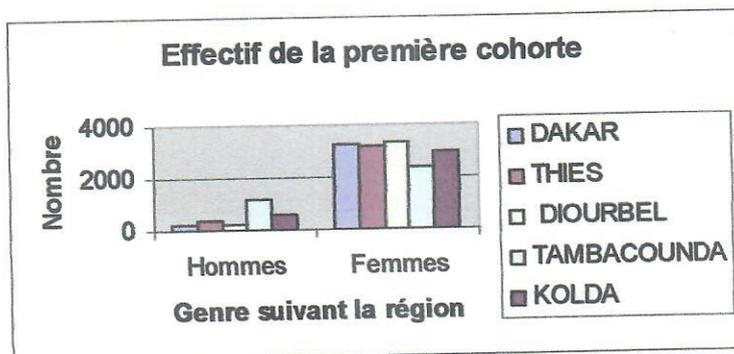
**Ouverture de la 1<sup>ère</sup> session de formation des 40 formateurs :**

De gauche à droite le Directeur de l'Alphabétisation et des langues nationales (DALN), la responsable de la composante alpha du PLCP, le Secrétaire Exécutif de la SAFEFOD

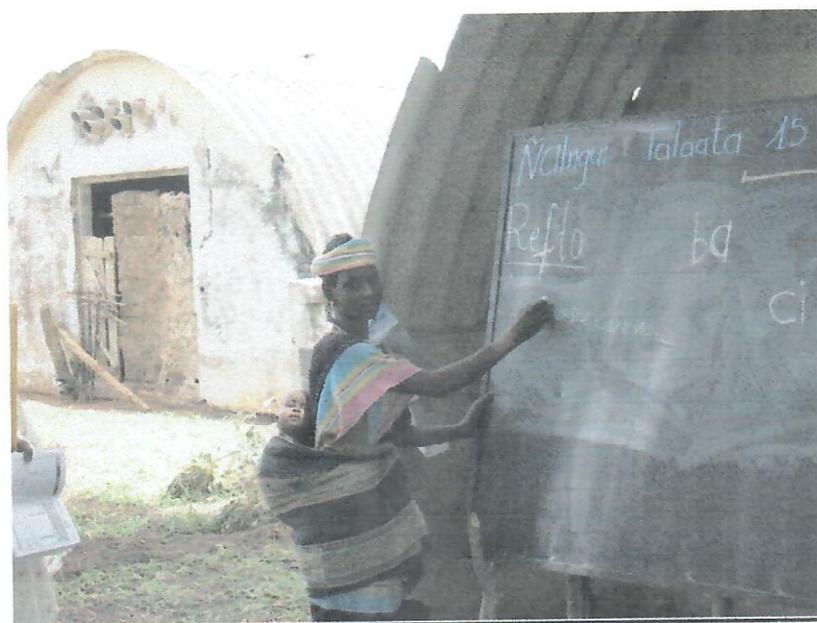
- Alphabétisation de 35 428 personnes dont 29 644 femmes alphabétisées et 5784 hommes alphabétisés répartis comme suit au niveau régional :

Région	PREMIERE COHORTE			DEUXIEME COHORTE		
	Effectifs			EFFECTIFS		
	Hommes	Femmes	TOTAL	Hommes	Femmes	TOTAL
1 - DAKAR	228	3277	3505	166	3451	3617
2 - THIES	336	3215	3551	548	2877	3425
3- DIOURBEL	212	3361	3573	342	3215	3557
4- TAMBACO UNDA	1187	2392	3579	1136	2297	3433
5- KOLDA	594	2997	3591	1035	2558	3597
<b>TOTAL GENERAL</b>	2557	15242	<b>17 799</b>	3227	14398	<b>17 625</b>

*Illustrations :*



**Une apprenante de la Classe d'Alphabétisation Fonctionnelle (CAF) de Saré thierno**



**Une apprenante de la CAF pulaar de Saré thierno**

### **Formation**

Les formations suivantes ont été réalisées au profit des partenaires et des bénéficiaires :

- Formation de 107 responsables des 15 ONG, SFD et agents des services techniques en micro finance
- Formation de 2450 responsables des bénéficiaires pour la mise en place et la gestion des CLEC
- Formation de 101 responsables des 15 ONG en gestion de projet
- Formation de 1584 responsables de groupements bénéficiaires (3 par communauté de base) à la gestion financière des AGR
  
- Formation de 1094 responsables des bénéficiaires en gestion de crédit
- Formation de 150 personnes MOD, ONG, SFD et agents CERP, etc en approche genre et participation
- Mise à niveau des membres des 600 comités de quartiers et villageois sur leurs rôles et responsabilités dans la période du 16 au 20 février 2004 ; ces sessions de formation ont été animées par les agents des CERP et des services de la famille et développement social et de la solidarité nationale SFDSSN, des relais en intermédiation sociale, des opérateurs en alphabétisation , et des facilitateurs
- La mise à niveau des personnels des URG en informatique a été réalisée par la cellule de formation de CFAO technologies (Point micro) sur les modules power point, access, MS project, Excel, Word 2002 ; la formation du BGP et de l'URG de Dakar est prévue dans la période du 23 avril au 12 mars 2004
- La formation des 20 serignes des daaras tests des communes d'arrondissement de Pikine Guédiawaye les 10, 11, 12 mars 2004 sur les modules stratégies et orientations du projet, les systèmes de financement et la gestion d'une AGR a été réalisé avec le concours de l'ONG CONACAP. Elle sera suivie d'activités d'alphabétisation, d'identification et de financement de microprojets collectifs au profit des enfants talibés.

## **B. COMPOSANTE MICROFINANCE ET ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS**

### **1. Mise en place des caisses locales d'épargne et de crédit dans toutes les zones d'intervention du Projet ;**

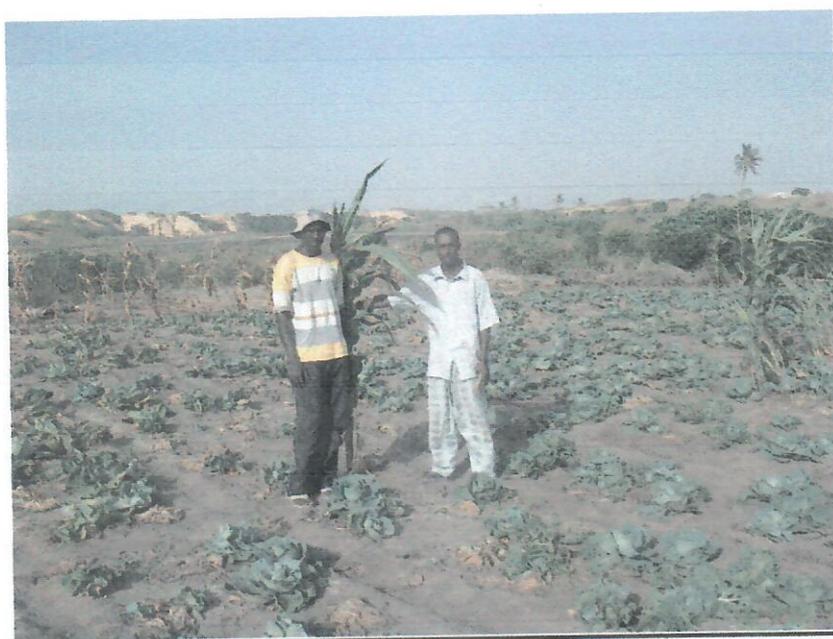
Le projet, avec l'appui des ONG a, à ce jour, procédé à la mise en place 516 CLEC, à leur équipement et à la formation des membres de leurs organes. Il convient de préciser, qu'il était prévu la création de 600 CLEC, mais au niveau de certaines localités, les ONG, sur proposition des populations ont procédé à des regroupements (pour les communautés de base à faible densité de populations) et à des éclatements (pour les communautés de base à forte densité)

### **2. Elaboration des requêtes et leur financement**

Les requêtes de l'ensemble des CLEC mises en place ont été élaborées et déposées auprès des SFD pour financement ; à ce jour 258 CLEC ont été financées pour un montant de près de 416.852.000FCFA ;



**CLEC de Bouna Kane**



**Une AGR : exploitation agricole financée dans le Kagnack**

La liste des CLEC par localité et le montant des financements correspondants s'établit comme suit :

Département	Nbre de CLEC mises en place	Nbre de CLEC financées	Montant des financements	Nombre de bénéficiaires
Dakar	20	12	14.325.000	573
Pikine	24	7	10.225.000	326
Rufisque	18	1	500.000	20
Région Dakar	62	20	25.050.000	919
Mbour	80	52	108.100.000	4.314
Thies	17	8	13.850.000	554
Tivaouane	24	3	7.000.000	280
Région Thies	121	63	128.950.000	5.148
Bambey	58	57	87 002 500	3 481
Mbacké	27	20	41 850 000	1437
<b>Diourbel</b>	<b>31</b>	<b>27</b>	<b>36 075 000</b>	<b>1 443</b>
Mbacké	27	20	41 850 000	1437
Région Diourbel	116	104	164 927 500	6361
Kolda	18	15	16 475 000	737
Sédhiou	77	26	0	0
Vélingara	18	4	8 375 000	335
Région Kolda	113	44	63 525 000	2588
Bakel	14	5	6.335.000	230
Kédougou	16	0	0	0
Tambacounda	73	22	23.659.000	966
Région Tamba	103	27	34.399.500	1.061
<b>Total général</b>	<b>515</b>	<b>258</b>	<b>416.852.000</b>	<b>16.077</b>

### 3. Poursuite de la mise à disposition des Fonds auprès des SFD :

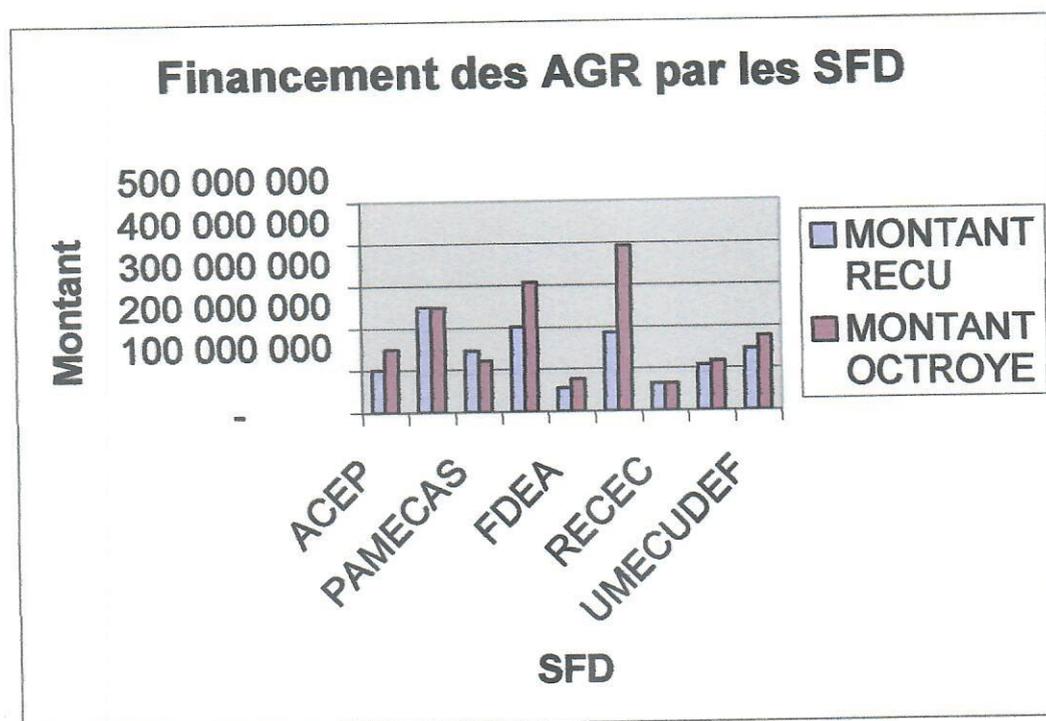
Durant l'année 2004, le Projet a eu à mobiliser au niveau de la Contrepartie, en Juin 2004, la quatrième tranche d'un montant de 132 000 000 F CFA ; du côté de la BAD la deuxième tranche d'un montant de 405 545 050 F CFA a pu être mobilisée au mois d'Octobre. S'agissant de la mise à disposition des fonds auprès des SFD, 249 350 000 FCFA ont été alloués.

Au 31 Décembre 2004, le montant total du Fonds de Crédit mis à disposition s'élève à 1.368.024.045 F CFA ; le montant alloué à chaque SFD s'établit comme suit :

SFD	MONTANT RECU	MONTANT OCTROYE
ACEP	100.000.000 F	148.615.718 F
CMS	250.000.000 F	248.456.000 F
PAMECAS	144.650.000 F	121.052.000 F
ASACASE	201.000.000 F	307.780.000 F
FDEA	55.900.000 F	76.382.500 F
MECGFA	184.900.000 F	392.863.550 F
RECEC	64.500.000 F	64.325.000 F
UMEC DE SEDHIOU	106.250.000 F	116.178.000 F
UMECUDEF	145.000.000 F	174.000.000 F

1.252.200.000 F

1.649.652.858 F



Ceci dénote du caractère revolving du fonds de crédit mis en œuvre par l'essentiel des SFD.

#### 4. Poursuite du financement Activités Génératrices de revenus des populations ;

La convention est arrivée à terme le 31 Décembre 2004 ; mais compte tenu de l'importance des CLEC dans le dispositif de financement pour l'atteinte des objectifs, et en attendant que la nouvelle convention soit signée de avec les SFD recrutées, il a été autorisé le financement des CLEC.

Au 31 Décembre 2004 le Projet, à travers le SFD, a pu financer 18 517 crédits à 36 886 promoteurs et promotrices pour un volume global de 1 649 652 858 F CFA . Le tableau s' établit comme suit :

SFD	MONTANT OCTROYE	NBRE DE PROJETS FINANCES	NBRE DE PERSONNES TOUCHEES
ACEP	148.615.718 F	1.253	2.874
CMS	248.456.000 F	3.140	4.411
PAMECAS	121.052.000 F	364	3.339
ASACASE	307.780.000 F	4.053	7.309
FDEA	76.382.500 F	733	1.478
MECGFA	392.863.550 F	3.278	6.869
RECEC	64.325.000 F	533	1.283

UMEC DE SEDHIOU	116.178.000 F	1050	3.500
UMECUDEF	174.000.000 F	4.113	5.823
	<b>1.649.652.858 F</b>	<b>18.517</b>	<b>36.886</b>

### 5. Formation des Partenaires :

Durant l'année, la formation des personnels des partenaires ( SFD, ONG, MOD et Services Techniques) qui avait démarré depuis le dernier trimestre 2003, s'est poursuivie durant le premier trimestre 2005 ; les thèmes de ces différentes sessions ont porté sur :

- La formation en Approche Genre et Participation
- La formation en Micro finance
- La formation en Identification et Gestion de Crédit

Au 31 Décembre 2004, 107 personnels de ces partenaires ont été formés en Micro finance, 150 en gestion de projet et 150 en Approche Genre et Participation

### 6. Recyclage des bénéficiaires en gestion et promotion de CLEC :

Les gestionnaires de CLEC qui avaient été formés en 2003, en gestion et Promotion de CLEC, ont bénéficié d'une session de recyclage quatrième trimestre de l'année 2004. Les gérants de l'ensemble des CLEC mises en place ont été formés sur les principes de gestion comptables des SFD. Au 31 Décembre 2004, le nombre de bénéficiaires s'établit comme suit :

- 2450 responsables de bénéficiaires formés sur la mise en place et la Gestion de CLEC.
- 1584 responsables de groupements sur la Gestion Financières des SFD ;et
- 1094 responsables des bénéficiaires sur la Gestion de Crédit

### 7. Evaluation des activités de Crédit des SFD :

Au cours de cette année, la Cellule AT/CPEC a procédé à l'évaluation des activités des SFD ; la mission a donné les résultats suivants :

- 1) D'une manière générale, les bénéficiaires n'éprouvent pas de difficultés majeures pour accéder aux SFD. Les résultats des enquêtes ont montré que 81,52% des bénéficiaires se rendent sans difficulté au niveau des SFD qui sont implantés dans leurs localités.
- 2) Les enquêtes menées sur le terrain ont révélé que 73,62% des bénéficiaires rencontrés estiment que les conditions d'accès au crédit du PLCP sont assez souples. Par contre, 24,17% jugent ces mêmes conditions difficilement réalisables.
- 3) 81,52% des bénéficiaires rencontrés affirment avoir complètement réalisé leurs projets par le biais des financements reçus. Par contre 18,47% des bénéficiaires de crédit affirment n'avoir pas pu réaliser leurs projets ou bien n'ont pu réaliser qu'une partie. Les raisons qui ont été évoquées sont pour la plupart liées à l'insuffisance des montants octroyés et/ou au retard constaté dans la mise en place des financements.
- 4) 80,43% des bénéficiaires interrogés remboursent correctement leurs prêts contre 19,56% qui

ont des difficultés de remboursement.

Toutefois, force est de constater que les bénéficiaires qui ont investi dans la cordonnerie ou l'emboûche éprouvent plus de difficultés dans le remboursement de leurs prêts. Celles-ci seraient essentiellement liées à l'écoulement de leurs productions et au rapprochement des échéances de remboursement.

5) Plus de 85% des bénéficiaires rencontrés jugent l'approche du Projet contre 15% qui n'ont pas fait une appréciation sur le dispositif du PLCP.

6) En outre, 97,8% de ces bénéficiaires souhaitent la reconduction du projet puisqu'il leur a permis d'accéder facilement au crédit, et en conséquence d'améliorer leurs conditions de vie.

Par contre, 2% des bénéficiaires ont marqué une indifférence par rapport à l'intervention du PLCP. Ceux-ci ignorent pour la plupart le PLCP du fait que les structures d'encadrement n'ont pas axé leur sensibilisation dans ce sens.

Ainsi, ils sont 85,71% qui se disent disposés à continuer à travailler avec le PLCP et les SFD.

Le niveau de satisfaction des bénéficiaires est retracé dans le tableau ci-après :

Niveau de satisfaction	Très satisfait	Satisfait	Peu satisfait	Pas satisfait
Pourcentage	9,78%	72,82%	16,30%	1,10%

Les résultats des enquêtes font ressortir que 72,82% sont satisfaits de l'intervention du projet contre 1,10% qui déclarent être insatisfaits. Par ailleurs, 9,78% déclarent être très satisfaits du PLCP et 16,30% sont peu satisfaits.

Niveau de satisfaction (%)	Dakar	Diourbel	Kolda	Tamba	Thiès
Très satisfait	0%	13%	14,28%	6,25%	10,81%
Satisfait	60%	80%	78,57%	81,25%	67,56%
Peu satisfait	30%	7%	7,15%	12,5%	21,63%
Pas satisfait	10%	0%	0%	0%	0%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

#### 8. Contrôle, Supervision et Suivi trimestriel des activités des partenaires sur le terrain :

Durant l'année 2004, la composante a effectué plusieurs missions de suivi des activités des partenaires et des bénéficiaires ; l'objectif de ces missions était de suivre le déroulement des financements des projets et AGR, mais surtout la mise en place des caisses locales d'épargne et de crédit, leur équipement, l'élaboration de leurs requêtes et leur financement par les structures

financières décentralisées.

Plus spécifiquement, il s'était agi de :

- ◆ S'assurer de la mise en place effective des caisses locales d'épargne et crédit
- ◆ Vérifier les équipements effectivement reçus par les CLEC à visiter ;
- ◆ Vérifier les requêtes élaborées par les ONG pour le compte des CLEC, le cas échéant, recommander aux ONG de diligenter ces requêtes ;
- ◆ Contrôler les financements mis à la disposition des CLEC par les SFD et demander à ces dernières de donner la priorité au financement des CLEC ;
- ◆ Rappeler aux ONG les fiches de suivi technique des promoteurs
- ◆ S'assurer de la fonctionnalité des cadres de concertation/région

Les missions se déroulaient en rapport avec les responsables des unités régionales de gestion du projet, les ONG et les SFD partenaires du PLCP.

Il convient de préciser que le Bureau de Gestion du Projet, en compagnie de l'ensemble de nos partenaires a effectué une mission de suivi et de Supervision des activités des partenaires et des bénéficiaires.



#### **9. Recrutement d'autres SFD pour le financement des activités génératrices de revenus initiées par les populations cibles :**

Suite aux recommandations relatives au recrutement d'autres SFD, un appel à la concurrence avait été lancé, et 6 autres SFD ont été recrutées ; il s'agit de :

- Région de Dakar: FDEA, RECEC, ASACASE et COCOGES ;
- Région de Diourbel: MECGFA, ASACASE et FAFS ;
- Région de Kolda : ASACASE, UMEC de Sédhiou et MECA ;
- Région de Tamba: FNGPF et GEC de Koussanar ;
- Région de Thies : FDEA, FNGPF et SANT SUNU BOROM.

**10. Signature de la nouvelle convention avec les trois grands Réseaux identifiés dans le rapport d'évaluation (CMS, ACEP et PAMECAS) :**

La nouvelle convention a été soumise aux trois grands réseaux pour signature ; Le CMS ET ACEP ont signé ; il convient de rappeler que la convention entre PAMECAS et le Projet a été résilié suite au refus de la SFD de financer les CLEC alors que le Projet a satisfait toutes les observations émises par la structure.

Il a été demandé aux deux signataires d'envoyer un programme d'activités prévisionnel et une demande de décaissement pour bénéficier d'une mise à disposition de fonds.

**C. Composante Infrastructures/ Equipements et Hydraulique :**

**1. Financement FAD :**

Le programme de réalisation des infrastructures communautaires délégué à l'AGETIP est en bonne voie de finition. Ce programme comprenait la construction de 16 cases foyers, 14 cases des tout petits, 14 cases de santé sur 36 sites et pour un coût global de 1 700 074 656 F CFA. Le taux d'avancement global de l'ensemble des travaux est de 98 % ; les réceptions provisoires ont été prononcées, y compris les travaux supplémentaires, excepté trois sites où l'accès est resté difficile durant l'hivernage, tous les travaux seront réceptionnés avant le 31 Janvier 2005.



**Une Case de Santé**



**Une case foyer :**



**Complexe case  
foyer – Case des  
tout petits :**



**Les ateliers thématiques des cases foyers : de véritables incubateurs de projets au bénéfice des populations**

En ce qui concerne les équipements, mobiliers et fournitures, un important lot de matériels post récolte et de charrettes a été réceptionné et la mise en place a démarré en décembre 2004.

Le coût global de ces équipements est de 368 305 200 F CFA



**Lot d'équipements post – récolte : outils d'allègement des travaux de la femme**



**La décortiqueuse à fonio contribuera à relancer la culture du fonio dans la région Est du Pays.**



**Plus de 360 moteurs destinés aux équipements post-récolte**

Des personnes préposées habitant la localité sont formées pour assurer la maintenance.



**Une décortiqueuse à mil :**

Pour les équipements destinés aux cases foyers, cases des tout petits et cases de santé, les marches sont en cours d'approbation pour certains lots; pour d'autres, les avis de non objection sont attendus de la Banque.

En ce qui concerne le Programme d'accompagnement des Infrastructures et Equipements :

- Les formations destinées aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte sont en cours, elles ont été confiées en aux fournisseurs desdits équipements. La formation des 378 comités de gestion est déjà planifiée et budgétisée; une requête a déjà été soumise à la Banque pour autoriser le Projet à confier ses sessions aux Agents des C.E.R.P. Les manuels de formation ont déjà été confectionnés et les sessions pourraient démarrer dès que la Banque aura donné son avis de non objection.
- La formation des agents des cases de santé (agents communautaires de santé et matrones) sera confiée aux Infirmiers chefs de poste du Ministère de la Santé et celle destinée aux animateurs polyvalents des Cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Cases des tout-petits. Une requête budgétisée a également été soumise à la Banque pour avis et les sessions démarreront dès que l'avis de non objection sera notifié.

Le coût global du programme d'accompagnement est de 180 000 000 F CFA

## **2. Financement FND**

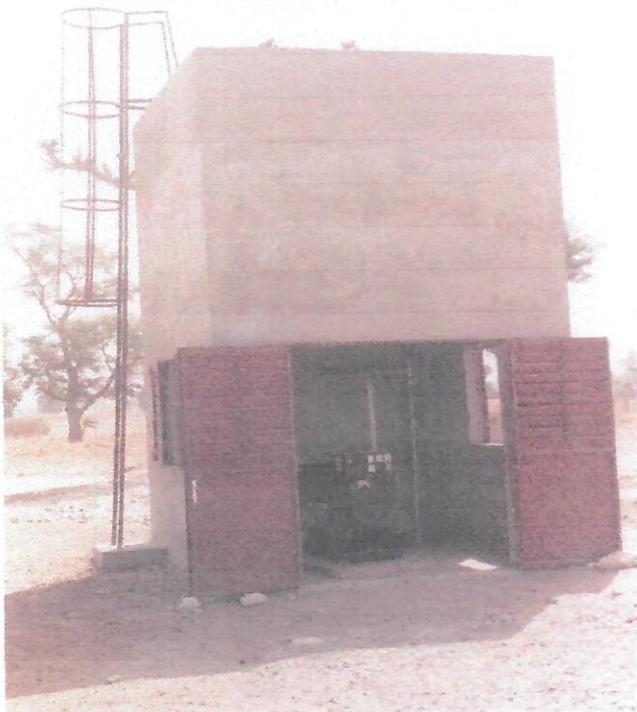
Le Groupement de bureaux d'études nordique et sénégalais COWI - AISB recruté au démarrage du Projet a réalisé toutes les études préalables et sa mission de supervision se poursuit convenablement sans difficulté. Deux bureaux de contrôle des travaux ont été recrutés également, avec quelques retards, mais leurs prestations se poursuivent convenablement.

En ce qui concerne les travaux hydrauliques, deux entreprises ont été recrutées :

- Le Consortium d'Entreprises CDE, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques d'un montant HT/HD de 1 678 936 999 FCFA.
- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil SVTP/GC, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 latrines d'un montant HT/HD de 706 263 900 F CFA.

Un projet d'avenant au Contrat C.D.E a été signé après avis du FND. Il vise la modification des travaux sur certains sites où on mettra des forages en lieu et place de puits initialement prévus. Ces réaménagements n'entraînant aucune incidence financière par rapport au contrat de base.

Le taux d'exécution des travaux est de 75% pour C.D.E et 95 % pour SVTP/ GC.



Le

**moteur fournit désormais l'énergie requise pour l'exhaure de l'eau. La femme est ainsi allégée**

**Un réservoir d'eau de 15 m3 et l'abri du groupe électrogène.**

Concernant les équipements d'exhaure, deux fournisseurs ont déjà été sélectionnés, en l'occurrence :

- DANSSOLERNERGI, pour la fourniture et l'installation de 37 électropompes solaires,

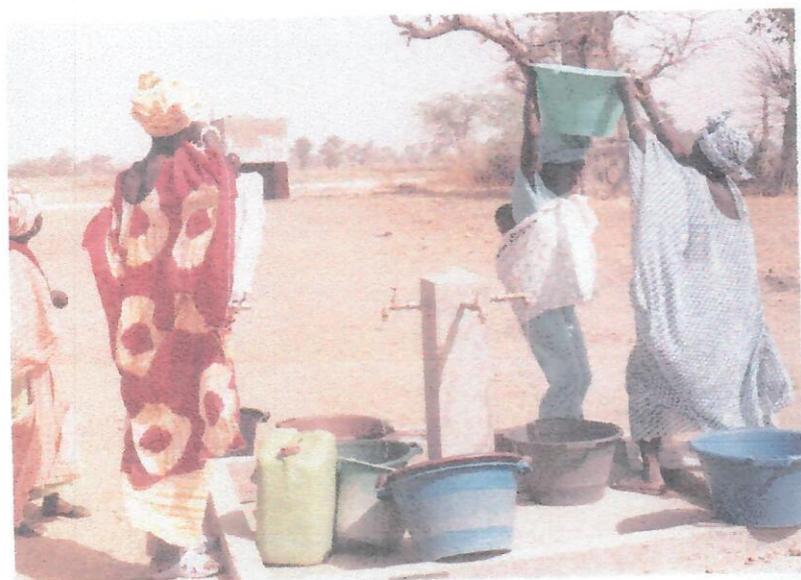
35 électropompes thermiques et un lot de pièces de rechange, d'un montant HT/HD de 640 321 871

- FCFA;
- MEERA AND CEIKO, pour la fourniture et l'installation de 120 pompes manuelles et un lot de pièces de rechange d'un montant de 92 739 857 FCFA HT/HD ;

Les électropompes ont déjà été réceptionnées à Dakar et leur installation est en cours dans les régions de Thiès et Kolda. Quant aux pompes manuelles, les colisages sont attendus à Dakar courant Février 2005.



**Un des ouvrages de captage réalisés dans les règles de l'art (une durabilité garantie)**

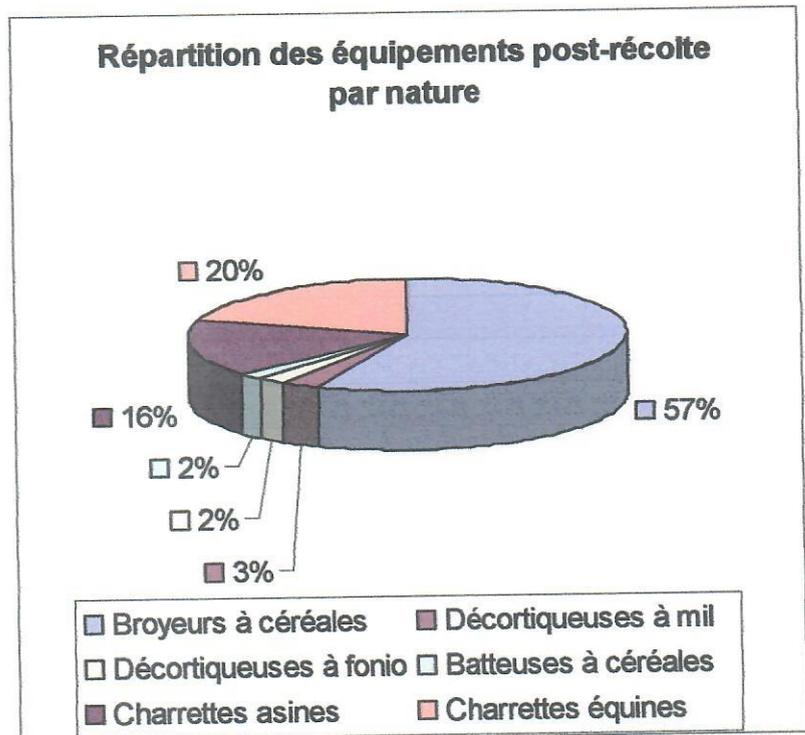


**Les femmes autour d'une des bornes fontaines réalisées par le Projet. Elles seront organisées pour assurer une gestion communautaire du point d'eau.**

### 3. Statistiques sur les réalisations :

#### Equipements post-récolte :

Nature	Quantité
Broyeurs à céréales	336
Décortiqueuses à mil	18
Décortiqueuses à fonio	12
Batteuses à céréales	12
Charrettes asines	96
Charrettes équines	120
<b>Total</b>	<b>594</b>



#### Equipements destinés aux infrastructures hydrauliques et d'assainissement :

Infrast. Equipements	Quantité
Puits hydrauliques modernes	83
Forages	37
Mini-réseaux d'eau	60
Latrines	120
Pompes manuelles	120
Electropompes thermiques	35
Electropompes solaires	37
<b>Total</b>	<b>492</b>

#### Infrastructures communautaires

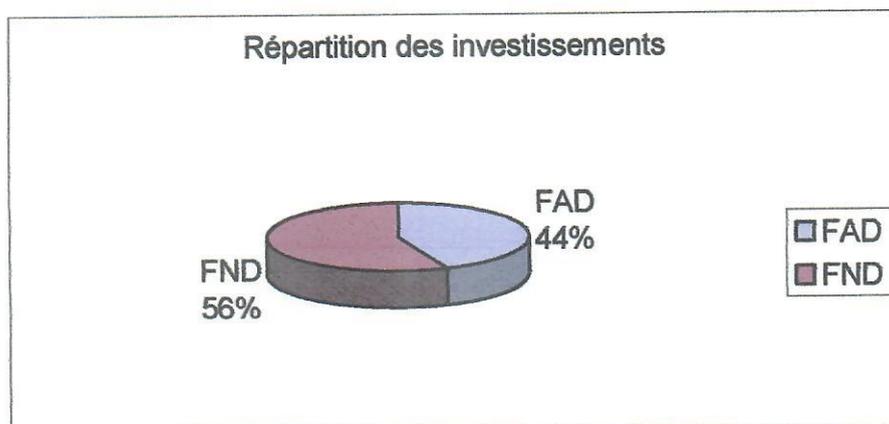
Ouvrages	Quantité
Cases foyer	16
cases de Santé	14
Case des tout petits	14
Nombre total de modules	44
Nombre de sites d'accueil	36

**Taux de réalisation des activités :**

<b>Activités</b>	<b>Quantité</b>
Travaux délégués à l'AGETIP	98%
Travaux 120 ouvrages hydrauliques	75%
Travaux 60 mini-réseaux d'eau et 120 latrines	95%
Acquisition électro-pompes	100%
Acquisition pompes manuelles	80%
Acquisition équipements post-récolte	100%
Acquisition matériel des infrastructures socio-communautaires	50%
Programme d'accompagnement	40%
<b>Exécution physique globale</b>	<b>80%</b>

**Coût des investissements :**

<b>Nature</b>	<b>coût en FCFA</b>
Construction des infrastructures communautaires (Cases foyer, case des tout petites, case de santé)	1 700 074 656
Construction des puits et forages	1 678 936 999
Construction des mini-réseaux d'eau potable	706 263 900
Electropompes	640 321 871
Pompes manuelles	92 739 857
Contrôle des travaux hydrauliques	149 450 004
Maîtrise d'œuvre hydraulique	388 349 366
Equipements post-récolte	326 526 000
Charettes équines et asines	41 779 200
Equipements des infrastructures communautaires	596 166 613
Programme d'accompagnement des infrastructures communautaires	180 000 000
<b>Total</b>	<b>6 500 608 466</b>



#### **D. COMPOSANTE GESTION**

Pour veiller à une implication effective des populations, des comités villageois et de quartier ont été institués par le Projet et coordonnent des comités de gestion thématiques en vue d'assurer la pérennisation des activités réalisées.

Pour la réalisation des activités du projet, le BGP et les URG se sont appuyés sur les organisations de la société civile, en particulier les Structures de financement décentralisé et les ONG. Aussi, des maîtres d'ouvrages délégués ont assuré, sous la supervision du Projet, la mise en œuvre des différentes stratégies préconisées par le rapport d'évaluation et enrichies par l'équipe du Projet.

Les missions de suivi et supervision des activités ont été des occasions de s'assurer du niveau d'avancement et d'identification des mesures correctrices à apporter pour la réussite du Programme.

Les évaluations menées par les partenaires ont fait l'objet de partage et de large diffusion auprès des intervenants, populations et autorités. Par ailleurs, le processus de recrutement du consultant chargé de l'évaluation d'étape des activités du Projet est à sa phase terminale.

Le système de suivi comptable et financier mis en place a permis de s'assurer de l'exécution correcte du budget mis à disposition du Projet.

#### **✚ Réunion des Comités Communaux de Pilotage**

Les comités de pilotage sont convoqués selon les programmations régionales et nationales et sanctionnés par des rapports exhaustifs et ceci avec la participation des partenaires, des

représentants des populations (chefs de quartiers), notabilités, personnalités religieuses et coutumières.

#### **✦ Mission de suivi des activités du PLCP dans les Communautés de base .**

Il faut remarquer que la stratégie du PLCP repose sur des principes directeurs que sont entre autres le faire faire, l'approche participative et l'appropriation, le genre et la pérennisation.

Ainsi, conformément à ses missions de suivi, les Unités Régionales de Gestion ; conformément à leur plan de travail, ont poursuivi les visites au niveau des 600 Communautés de Base pour vérifier l'état d'avancement du travail effectué par les partenaires d'exécution.

Les objectifs spécifiques de ces missions de terrain étaient les suivantes :

- ✓ Rendre compte de la mise en place des comités villageois et de quartier et vérifier la compréhension des missions et des rôles de ces instances par les populations de même que et l'appropriation du projet par ces mêmes populations ;
- ✓ Vérifier l'ouverture effective de deux classes d'alphabétisation dans chaque CB par les opérateurs.
- ✓ Contrôler la disponibilité du matériel didactique ;
- ✓ Noter le taux de fréquentation et l'assiduité des apprenants,
- ✓ Identifier les problèmes ou contraintes rencontrés dans les classes ;
- ✓ Apprécier, le travail des ONG en Microfinance ;
- ✓ S'enquérir du niveau de financement dans les CB,
- ✓ Apprécier les activités menées avec les financements des SFD ;
- ✓ Préparer les populations à s'organiser pour recevoir les infrastructures et équipements communautaires au niveau des CB bénéficiaires.

Pour réaliser ce travail, l'URG a effectué ces visites dans les CB en compagnie des ONG en Microfinance, l'opérateur en alphabétisation et le relais en intermédiation sociale chargée d'exécuter le travail.

Les réunions se sont tenues sous la présidence des délégués de quartiers ou chefs de village, en présence de quelques des membres des comités villageois ou de quartiers, des CLEC, des apprenants et de leurs facilitateurs en Alpha.

## **V.2. ACTIVITES PREVUES ET NON ENCORE REALISEES :**

- **Composante Renforcement des capacités :**

- Mise en place de la moitié des manuels d'alphabétisation wolof et sérère niveau 2 et les manuels pulaar du SUD
- Mise en place des 600 bibliothèques
- Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation par la DALN
- Réalisation du film documentaire sur le projet
- Réalisation des foras d'échanges entre les CB bénéficiaires
- Réalisation de la brochure sur le bilan du projet

○ **Composante Microfinance et appui aux AGR :**

- **Séminaire de restitution des résultats de la Mission d'évaluation du travail des SFD :**

Dans le cadre du suivi et de la supervision des activités de la Composante Micro finance & AGR, le PLCP, avait confié à la Cellule AT/CPEC, une mission d'évaluation des interventions des SFD présélectionnées pour la mise en œuvre des activités du volet Crédit.

L'objectif global de cette mission était de mesurer, après une année d'activités, la performance des SFD par rapport à la mission qui leur est assignée : le financement de projet et d'A G R, aux populations des 600 communautés de base des régions ciblées. Cette opération devrait porter sur les activités menées aussi bien par les partenaires d'exécution que par les bénéficiaires.

Le document provisoire avait été déposé au Projet à la Bad pour observations ; et après l'intégration des remarques formulées par la BAD et le PLCP, la Cellule AT/CPEC devrait procéder à la restitution. L'objectif de cette restitution est tout d'abord de partager avec les partenaires toutes les informations recueillies au cours de la tournée, mais également de prendre acte des problèmes identifiés et de trouver ensemble les solutions idoines.

- **Atelier de réflexion sur la gestion des CLEC et CAPEC :**

Dans le cadre de l'exécution des activités du volet crédit, le Projet de Lutte Contre la Pauvreté, fidèle à son approche de crédit de proximité, a mis en place plusieurs structures de financement au niveau des zones ciblées (510 CLEC et 16 CAPEC) ; une réflexion sur la Coordination de l'ensemble de ces structures de crédit, avait été entamé depuis 6 mois et pour finaliser ledit dossier le Projet a organisé un atelier de réflexion.

L'objectif de cet atelier était de parvenir à mettre en place un dispositif de financement cohérent entre SFD, CAPEC, et CLEC, et plus spécifiquement, de définir les interrelations qui pourraient exister entre ces différentes structures de financement.

### **V.3. PERSPECTIVES POUR L'ANNEE 2005 :**

**a. Composante 1 : Renforcement des capacités des bénéficiaires et partenaires :**

- Consolidation du programme d'alphabétisation avec le MOD actuel
- Mise en place des 600 bibliothèques
- Evaluation interne finale de la 2ème cohorte
- Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation

- Publi-reportage sur l'état d'exécution du Projet (décembre 2004)
- Réalisation du film documentaire sur le projet (prévu en janvier 2005)
- Réalisation des fora d'échanges entre les CB bénéficiaires
- Réalisation de la brochure sur le bilan du projet

**Chronogramme des activités de la composante 1 :**

ACTIVITES	DATES
Restitution résultats évaluation externe à mi-parcours du programme d'alphabétisation	Janvier - Février 2005
Finalisation des brochures par le cabinet OFBD relatif à la sensibilisation sur les résultats du projet	Janvier – Février 2005
Conduite du programme de rattrapage en apprentissages fondamentaux	Janvier – Mai 2005
Consolidation du programme de post alphabétisation : Suivi de la mise en place bibliothèques et ouvrages post alpha, Recyclage des relais facilitateurs en alpha	Janvier – Septembre 2005
Evaluation externe finale du programme d'alphabétisation par la DALN	Mai – Octobre 2005
Organisation de foras régionaux d'échanges (2400 relais en IS, CLEC, promoteurs de projets, comités de gestion)	Janvier – Juillet 2005
Réalisation des reportages et diffusion d'informations (Radio, télé et presse écrite)	Janvier – Décembre 2005
Séminaires de partage avec les partenaires	Février – Décembre 2005
Restitution/validation de la brochure sur le bilan du projet	Avril – Octobre 2005
Recyclage des relais en intermédiation sociale et accompagnement dans le processus de mise en place de leur réseau	Février – Juillet 2005
Poursuite du programme de sensibilisation des bénéficiaires	Janvier – Décembre 2005
Missions de suivi des activités sur le terrain	Janvier – Novembre 2005
Alphabétisation des serignes daaras	Février – Avril 2005
Formation des membres de Groupements de Promotion Féminine en teinture	Mars – Mai 2005

**b. Composante 2 : Microfinance et Appui aux Activités Génératrices de revenus**

- Signature de nouvelles conventions avec 14 SFD pour la finalisation du volet crédit

- Mise à disposition du reliquat sur le fonds de crédit aux bénéficiaires par les 14 SFD
- Formations complémentaires pour les bénéficiaires
- Coordination et supervision des activités des partenaires par les URG au niveau régional et par la composante
- Suivi des activités menées par les CLEC
- Evaluation finale des activités de financement et d'AGR par la cellule AT/CPEC

**Chronogramme des activités de la composante 2 :**

ACTIVITES	DATES
Mobilisation du Fonds de crédit restant	Janvier – Mars 2005
Mise à disposition des Fonds	Janvier – Avril 2005
Poursuite des financements	Janvier – Juillet 2005
Equipement des CAPEC	Février 2005
Formation des bénéficiaires	Février – Août 2005
Formation des partenaires	Mars – Août 2005
Etude sur l'utilisation du Fonds de crédit	Avril – Mai 2005
Evaluation fin de parcours AT/CPEC	Octobre – Novembre 2005
Mission N°1 de suivi par la Composante	Février 2005
Mission N°2 de suivi par la Composante	Juin - Juillet 2005
Mission N°3 de suivi par la Composante	Novembre 2005
Mission N°1 de suivi par AT/CPEC	Mars 2005
Mission N°2 de suivi par AT/CPEC	Juin 2005
Mission N°3 de suivi par AT/CPEC	Septembre 2005
Consolidation des mécanismes de financement	Avril – Décembre 2005
Reconstitution du Fonds de Crédit	Août – Décembre 2005
Evaluation finale de la composante par la cellule AT/CPEC	Novembre - Décembre 2005

**c. Composante 3 : Infrastructures, Equipements et Hydraulique**

- Réception et installation des équipements destinés aux infrastructures socio-communautaires
- Inauguration des infrastructures socio-communautaires équipées
- Réception définitive des infrastructures socio-communautaires
- Installation des équipements d'allègement des travaux post-récolte au niveau des CB

- Formation des comités de gestion et maintenanciers sur site
- La formation destinée aux opérateurs pour l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte sera réalisée par les fournisseurs au moment de la mise en place desdits équipements.
- La formation des agents des cases de santé (agent communautaire de santé et matrone) et celle destinée aux animateurs polyvalents des cases des tout petits aux Personnels de l'Agence nationale de la Case des tout-petits.

**Chronogramme des activités de la composante 3 :**

ACTIVITES	DATES
Poursuite des travaux et Réception techniques des trois Infrastructures communautaires restants (Cases foyers, cases tout petits, cases de santé, etc.)	Janvier 2005
Installation des Equipements des Cases foyers, cases tout petits, cases de santé, etc.	Janvier – Avril 2005
Finalisation de la mise en place des Equipements d'allégement (Broyeurs, batteuses, décortiqueuses, charrettes, etc.)	Janvier 2005
Poursuite réalisation des ouvrages hydrauliques et d'assainissement et réception échelonnée	Janvier – Février 2005
Poursuite Installation et mise en service Electropompes thermiques et solaires et Pompes manuelles	Janvier – Mars 2005
Poursuite Formation des membres des comités de gestion des équipements post récolte	Janvier – Mars 2005
Formation des membres des comités de gestion des points d'eau	Janvier – Mars 2005
Formation des Fontainiers (Maintenance)	Janvier – Mars 2005
Poursuite Formation des Opérateurs d'Equipements post récolte	Janvier – Mars 2005
Formation du Personnel des cases de santé	Janvier – Juin 2005
Formation des Auxiliaires des Cases des tout petits	Janvier – Février 2005
Formation thématique des Bénéficiaires des cases foyers	Janvier – Juin 2005
Suivi / Accompagnement des bénéficiaires	Janvier – Décembre 2005
Mise en œuvre du programme d'extension du volet hydraulique	Janvier – Décembre 2005

**Lancement du Programme d'accompagnement du volet hydraulique**

Une extension du Prêt FND a été également obtenue, pour un montant d'environ 2 Milliards

de F CFA ; sur une durée allant jusqu'en décembre 2006. Ces ressources additionnelles permettront d'améliorer l'accès aux services sociaux de base aux Communautés de base ciblées en zone rurale, par le Projet, notamment dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement.

En effet, malgré la consistance des ressources du Prêt en cours, la couverture des besoins des villages cibles reste encore limitée, puisque rien que sur l'échantillon des 600 localités encadrées par le Projet, plus de 300 demandes de points d'eau avaient découlé de l'étude du Milieu réalisée au démarrage des activités.

Seuls 120 villages ont été retenus en définitive (soit 40% de la demande), au regard du budget disponible, ce qui laisse encore un important gap à résorber.

Il en est de même des infrastructures d'assainissement comme les latrines qui accompagnent les ouvrages hydrauliques. En milieu rural, le taux d'accès aux latrines tourne autour de 13% et en milieu urbain, la forte croissance démographique liée à l'exode rurale génère souvent des îlots d'insalubrité.

Le financement complémentaire sollicité permettra de toucher environ 100 localités supplémentaires qui bénéficieront ainsi, selon leurs besoins, d'infrastructures communautaires de base (Puits ou forages, mini réseaux d'adduction d'eau, latrines, bacs à laver et puisards)

C'est au moins 25 à 30 mille personnes qui pourraient ainsi directement bénéficier de cette rallonge, en zone rurale pour l'essentiel, ce qui institue une contribution non négligeable à l'atteinte des objectifs du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (D.S.R.P.).

L'essentiel des crédits obtenus sera consacré aux travaux de construction, la formation et à l'acquisition d'équipements directement destinés aux bénéficiaires. La plupart des études (mise en place de systèmes de gestion des infrastructures Communautaires, élaboration de modules de formation auront été pris en charge dans le cadre du financement en cours).

L'exécution de ce programme complémentaire démarre déjà en novembre 2004 avec la mise à jour du fichier des requêtes en ouvrages hydrauliques et la préparation des dossiers d'appels d'offres et se poursuivra sur les deux années 2005 et 2006, comme prévu dans l'accord d'extension signé le 1er octobre 2004, entre le Gouvernement du Sénégal et le Fonds Nordique de Développement.

#### **d. Composante 4 : Gestion**

- Finalisation de l'évaluation à mi-parcours des activités du Projet
- Enquêtes à mi-parcours de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2003 et préparation de celui de 2004
- Evaluation finale des activités du Projet
- Enquêtes finales pour le suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées
- Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation
- Coordination, suivi et supervision des activités du Projet

- Rapport d'achèvement du Projet.

#### Chronogramme des activités de la composante 4 :

ACTIVITES	DATES
Finalisation de l'évaluation d'étape des activités du Projet	Janvier – Février 2005
Mission de suivi des dossiers en instruction et d'échanges sur l'exécution du Projet à l'ATR de la BAD (Tunis)	Janvier 2005
Mise en place des équipements et inauguration des infrastructures socio-communautaires	Février – Avril 2005
Tenue des réunions de Comités de Pilotage	Février – Décembre 2005
Enquêtes d'étape de suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées	Janvier – Mars 2005
Finalisation de l'audit des comptes pour l'exercice 2003 et préparation de celui de 2004	Janvier – Mars 2005
Voyage d'études au Mali (Projet de Réduction de la pauvreté financé par la BAD)	Avril 2005
Rencontre sous-régionale d'échanges sur les expériences entre Projets de Lutte Contre la Pauvreté BAD	Juillet 2005
Evaluation finale des activités du Projet	Juillet – Septembre 2005
Enquêtes finales pour le suivi de l'évolution des indicateurs de pauvreté dans les zones ciblées	Juillet – Septembre 2005
Réunions des comités de pilotage et cadres de concertation	Janvier – Décembre 2005
Coordination, suivi et supervision des activités du Projet	Janvier – Décembre 2005
Rapport d'achèvement du Projet	Septembre – Décembre 2005
Audit des comptes pour l'exercice 2005	Janvier – Février 2006

## VI. SITUATION FINANCIERE DU PROJET

La répartition du financement du projet se présente ainsi qu'il suit, par bailleur et par catégories de dépenses :

CATEGORIES	FAD %	FAT %	FND %	Gouvernement %	Total %
A. Etudes et Supervisions	34	0,00	66	0,00	100

B. Constructions / Réhabilitations	45	0,00	53	2	100
C. Equipements, mobiliers, fournitures	51	0,00	49	0,00	100
D. Services de spécialistes	53	39	8	0,00	100
E. Formation	64	33	3	0,00	100
F. Fonds de crédit	50	0,00	0,00	50	100
G. Fonctionnement	91	0,00	9	0,00	100
H. Audit	0,00	100	0,00	0,00	100

**Situation des décaissements par catégorie de dépenses**  
(Voir tableaux joints en annexe)

## VII. DIFFICULTES RENCONTREES ET RECOMMANDATIONS

### 1. DIFFICULTES RENCONTREES :

- Les classes wolof et pular de la 1<sup>ère</sup> cohorte ont fonctionné pendant les six mois de consolidation sans les manuels niveau 2
- Les classes wolof, sérère de la 2<sup>ème</sup> cohorte et celles du pular du Sud ont fonctionné sans les manuels correspondants
- La complexité de l'acquisition des ouvrages de post alphabétisation concernant une multiplicité d'auteurs devant constituer les fonds de bibliothèques risquent de faire glisser l'activité au delà décembre 2004 date prévue pour la fin du programme
- La mise en place des bibliothèques de rangement risque d'être effective seulement au delà de décembre 2004
- Le non financement d'AGR dans beaucoup de classes devrait être corrigé pendant la prorogation, pour renforcer les acquis du programme d'alphabétisation fonctionnelle
- La remise en cause du dispositif de Financement
- Le retard accusé dans la signature des conventions par PAMECAS et CMS
- La réticence de certaines SFD à financer des caisses locales d'épargne et de crédit, exigeant le partage des risques avec le PLCP
- Le retard dans l'acquisition des Equipements des infrastructures communautaires
- Le retard dans le démarrage du programme d'accompagnement, pour lequel l'avis de la BAD est toujours attendu.

### 2. RECOMMANDATIONS :

- Renouveler les contrats des 1200 facilitateurs pendant 4 mois (janvier- - avril 2005) et les redéployer dans les classes pour la consolidation des modules dispensés sans manuels d'alphabétisation
- Conduire au terme des 4 mois de prorogation des apprentissages, un programme de recyclage des relais/ facilitateurs en alpha pour une pérennisation des bibliothèques mises en place et la préservation des acquis enregistrés

- Confier au MOD alpha l'accompagnement du processus de mise en place des bibliothèques de formation thématique en gestion de bibliothèques communautaires
- Faire réaliser l'évaluation externe finale du programme par la DALN à l'issue des 4 mois de prorogation des apprentissages fondamentaux.
- Programmer la sortie de la brochure sur le bilan du projet à l'issue des différentes évaluations finales pour y intégrer les données recueillies à cet effet.
- Recycler les relais en intermédiation sociale et les accompagner dans le processus de mise en place de leur réseau ;
- Lier la rémunération des ONG aux activités directement menées par elles ;
- Assouplir les procédures d'acquisition des biens et services et de décaissement du fonds de crédit ;

## **VIII. ANNEXES**

- Situation des engagements et décaissements sur le prêt FAD
- Situation des engagements et décaissements sur le don FAT
- Situation des fonds de roulement (en FCFA)
- Situation des engagements et décaissements sur la contribution du Gouvernement
- Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND



## SITUATION DU PRÊT FND

Catégories SAP	Catégories	Montants alloués en LC	Montants alloués en FCEA	Montants engagés en LC	Montants décaissés en LC	Montants décaissés en FCEA	Décais Suivants LC	Décais Suivants FCEA	% Décaissé
TRAVAUX	Construc/Réhabilit	2 978 340	2 462 455 772	2 884 900	1 953 546	1 533 681 146	233 578	183 773 681	66%
BIENS	Eqpt/Mob/fournit	1 366 595	1 129 884 347	937 633	474 626	372 003 276	425 671	334 907 325	35%
SERVICES	Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation	557 025	460 541 586	469 709	681 697	543 411 565	262 264	198 742 158	122%
FONCTIONNEMENT ENT	Fonctionnement	98 040	81 058 296		3 090	2 444 769	0	717 423 167	3%
Total		5 000 000	4 133 940 000	4 292 241	3 112 958	2 451 540 750	921 514	717 423 167	62%

Taux d'engagement : 86%

## SITUATION GLOBALE DU PROJET

Catégories SAP	Catégories	Montants alloués en LC	Montants alloués en FCEA	Montants engagés en LC	Montants décaissés en LC	Montants décaissés en FCEA			% Décaissé
TRAVAUX	Construc/Réhabilit	4 792 040	3 962 001 168	4 271 845	3 440 055	2 700 232 571			68%
BIENS	Eqpt/Mob/fournit	3 786 595	3 130 711 307	2 114 791	1 437 234	1 146 464 311			37%
SERVICES	Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation et Audit	5 437 025	4 495 267 026	4 156 876	4 332 711	3 493 157 375			78%
FONCTIONNEMENT ENT	Fonctionnement	1 078 040	891 310 536	1 897 837	1 900 927	1 387 715 261			156%
FONDS DE CREDIT	Fonds de crédit	3 506 300	2 898 966 764	3 130 479	2 200 081	1 497 969 732			52%
Total		18 600 000	15 378 256 800	15 571 825	13 311 008	10 225 539 251			66%

FCEA 747,896 Taux d'engagement : 84%



REGISTRE DES DEPENSES PAR CATEGORIE DE FINANCEMENT

Nombres	Beneficiaires / Titulaires	Date	Nature de la Dépense	Montant de la Dépense	FAO						FAT				
					A Etudes & Supervision	B Construction & Polyallocation	C Equipements / Matériels	D Services de Spécialités	E Formation	F Fonds de crédit	G Financement	D Services de Spécialités	E Formation	H Autre	
284/04/SC	SENELEC	25/11/2004	REPORT	135 813 320											
285/04/SC	SDE	25/11/2004	Fact. D&S 12454	148 630											
286/04/SC	ACTONS PLUS	30/11/2004	Honorare formation Lact Di ung the	26 072											
287/04/SC	ACTONS PLUS	30/11/2004	Appui en carburant	2 418 000											
288/04/SC	SENEGAL	30/11/2004	Fact. fact 003/2004 reliquat	11 000 000											
289/04/SC	Diana YDIANE	30/11/2004	Reparation AD 8334	800 725											
290/04/SC	COMACAP	30/11/2004	Réf. reliquat fact 02/0/ND	225 000											
291/04/SC	SAVAT	30/11/2004	Appui en carburant	950 000											
292/04/SC	GREEN SENE GAL	30/11/2004	Appui pousse & charbon à air	693 111											
293/04/SC	SHELL	30/11/2004	Dotation carburant	300 000											
294/04/SC	Overseynet TRAKRE	30/11/2004	Conditionnement carburant	1 634 000											
295/04/SC	OMAR coumbou	30/11/2004	Reparation & lubrif. formation grands elec du E au 15/11/04	4 653 000											
296/04/SC	FASTELEC	03/12/2004	Appui en carburant	4 470 000											
297/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	03/12/2004	Formation en gestion comptable Dioubel	2 905 000											
298/04/SC	SAHEL 3000	03/12/2004	Honorare formation	505 000											
300/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	03/12/2004	Cotisation reception equip point recoble	648 000											
301/04/SC	Nhaye S MEVAE	03/12/2004	Frais part & transport form point recoble	596 500											
302/04/SC	Nhaye S MEVAE	03/12/2004	Formation en gestion comptable	104 500											
303/04/SC	SENELEC	08/12/2004	Cotisation reception equip point recoble	189 000											
304/04/SC	A V P K	14/12/2004	Appui en carburant	122 400											
306/04/SC	A N M T R	14/12/2004	Dotation en carburant	700 000											
307/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	14/12/2004	Réunion de concertation URG THS	728 100											
308/04/SC	SENELEC	17/12/2004	Appui C P FNCGF	620 000											
310/04/SC	SENELEC	21/12/2004	Appui carburant / Ministère	81 366											
311/04/SC	E T S ALGA	21/12/2004	Expédition objets à l'étranger	5 675 000											
312/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	21/12/2004	Frais de formation en org & gest' elec URG TBA	44 000											
313/04/SC	STABURO	21/12/2004	Appui carburant	1 468 304											
314/04/SC	Stang de l'air	21/12/2004	Reparation 9 DB	1 091 000											
315/04/SC	Action Plus	23/12/2004	Honorare formation	1 401 000											
316/04/SC	SMAT	24/12/2004	Appui pousse & ch à air	4 054 800											
317/04/SC	Ministere Sarama Sily	24/12/2004	Appui carburant	185 000											
318/04/SC	Honait subibane	24/12/2004	Appui carburant	4 054 800											
319/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	24/12/2004	Appui carburant	932 800											
321/04/SC	Mehdi TOURE	24/12/2004	Frais de voyage	1 073 570											
322/04/SC	Cheikh Mbacké Diokhane	24/12/2004	Appui carburant	400 000											
323/04/SC	C F P I A	24/12/2004	Appui carburant	595 000											
324/04/SC	A V P K	24/12/2004	Appui carburant	1 258 000											
325/04/SC	SENELEC	24/12/2004	Appui carburant	1 536 000											
326/04/SC	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	27/12/2004	Honorare 2 sessions de formation	206 000											
69/04	P M	27/12/2004	Cors ung DB	1 605 000											
70/04	A D S A T	29/12/2004	Frais participat' & transport atelier sur gestion capex & dec	1 624 146											
71/04	A P D J	09/10/2004	Frais participat' & avil 04	3 992 900											
72/04	Ramanoulye DIOP Comptable FI/CP	09/10/2004	Gendarmes becane sept 04	813 125											
73/04	A L E Sene Mamouna Mbacké	28/10/2004	Frais de voyage Directeur Proj à Addis Ababa	1 592 000											
74/04	Personnel Kcp	28/10/2004	Salaires credite 04	11 043 000											
75/04	A L E Sene Mamouna Mbacké	28/10/2004	Salaires credite 04	2 019 300											
76/04	Touba Mbacké Traorel	28/10/2004	Salaires credite 04	2 222 000											
77/04	A D S A T	02/11/2004	Gendarmes diplome & salaires	1 714 845											
79/04	AD S A T	05/11/2004	Gendarmes diplome & salaires	695 500											
80/04	CEAO	08/11/2004	Salario mero France	419 000											
81/04	Personnel Kcp	08/11/2004	Salario mero France	11 043 000											
82/04	CFMO Technologie	08/11/2004	Salario mero France	4 166 000											
83/04	Inspirance Lact ralis	08/11/2004	Salario mero France	4 238 000											
84/04	APP S A T	29/11/2004	Acad mero	9 210 000											
85/04	APP S A T	29/11/2004	Acad mero	1 605 288											
86/04	SAHEL 3000	03/12/2004	Gendarmes becane Nov 04	615 590											
87/04	SAHEL 3000	03/12/2004	Salario mero France	6 794 433											
88/04	ATRCARE	14/12/2004	Salario mero France	11 043 000											
89/04	Personnel Kcp	22/12/2004	Salario dec 04	10 115 000											
90/04	Personnel Kcp	24/12/2004	Salario dec 04	1 672 659											
91/04	A D S A T	28/12/2004	Appui carburant	250 000											
92/04	Personnel Kcp	28/12/2004	Appui carburant	144 354 519											
17/04	ACEITP	02/11/2004	Construction & réhabilitation infrastructures												
<b>TOTAL</b>				<b>434 723 415</b>	<b>128 804 758</b>	<b>23 165 000</b>	<b>41 483 755</b>		<b>53 758 914</b>	<b>52 768 088</b>	<b>129 491 500</b>	<b>2 250 000</b>			

REGISTRE DES DEPENSES PAR CATEGORIE DE FINANCEMENT

Numéro	Bénéficiaires / Fournisseurs	Date	Nature de la Dépense	Montant de la Dépense	FND					
					A Etudes & Supervision	B Construction & Rehabilitation	C Equipements Mobilier	D Services de Spécialistes	E Formation	G Fonctionnement
3 / 04	Hydroconsult International	25/10/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	15 868 334						
4 / 04	Sénagrosol	25/10/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	9 040 000						
5 / 04	Hydroconsult International	08/11/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	8 039 167						
6 / 04	Hydroconsult International	08/12/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	7 829 164						
7 / 04	Sénagrosol	08/12/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	9 040 000						
8 / 04	Hydroconsult International	08/12/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	15 868 334						
9 / 04	Sénagrosol	05/08/2004	Contrôle travaux réalisation ouvrages hydrauliques	9 040 000						
	27 C D E	07/10/2004	Paiement direct (construction de puits)	32 913 317		32 913 317				
	28 C D E	07/10/2004	Paiement direct (construction de puits)	29 936 285		29 936 285				
	29 S V T P	03/11/2004	Paiement direct (Assistance technique vort hydraulique)	124 924 079		124 924 079				
	30 DANSK SOLENERGI FI	13/12/2004	Fournitures & installation électropompes	448 225 310						
	31 COMI	13/12/2004	Paiement direct (Assistance technique vort hydraulique)	10 699 177	10 699 177			334 907 328	113 317 982	
<b>TOTAL</b>				<b>717 423 167</b>	<b>10 699 177</b>	<b>183 773 681</b>	<b>334 907 328</b>	<b>138 042 981</b>		

## LISTE DES DEPENSES EFFECTUEES PAR LA CONTREPARTIE

N°	DATE	DESIGNATION	MONTANT	
	67	12 oct. 2004	Loyer kolda	118 000
	68	12 oct. 2004	Loyer Tamba	118 000
	69	22 oct. 2004	C.S.S	403 200
	70	29 oct.2004	Salaires octobre	96 500
	71	29 oct.2004	Salaires octobre	90 000
	72	29 oct.2004	Indemnités forfaitaires	135 000
	73	1 <sup>er</sup> déc.2004	Location bureau Kolda	118 000
	74	1 <sup>er</sup> déc.2004	Salaires novembre	96 500
	75	1 <sup>er</sup> déc.2004	Salaires novembre	90 000
	76	1 <sup>er</sup> déc.2004	Indemnités forfaitaires	135 000
	77	1 <sup>er</sup> déc.2004	Location bureau Kolda	118 000
	78	1 <sup>er</sup> déc.2004	Location bureau Tamba	118 000
	79	1 <sup>er</sup> déc.2004	C.S.S.	268 800
	80	1 <sup>er</sup> déc.2004	Location bureau Tamba	118 000
	81	1 <sup>er</sup> déc.2004	Indemnités déplacement	420 000
	82	2 déc.2004	Fournitures de bureau	767 000
	83	2 déc.2004	Fournitures de bureau	3 545 835
	84	2 déc.2004	IPRES	6 667 730
	85	2 déc.2004	IPM	568 000
	86	2 déc.2004	VRS	12 760 314
	87	2 déc.2004	CSS	134 400
	88	2 déc.2004	Salaire déc 04	96 500
	89	2 déc.2004	Salaire déc 04	90 000
	90	2 déc.2004		100 000
	91	2 déc.2004	Indemnités forfaitaires	135 000
	92	2 déc.2004	Location bureau Kolda	118 000
	93	2 déc.2004	Location bureau Tamba	118 000
	94	2 déc.2004	IPRES	1 593 716
B E		1 <sup>er</sup> déc.2004	VRS	21 475 043
B E		1 <sup>er</sup> déc.2004	VRS 2004	12 760 314
B E		1 <sup>er</sup> déc.2004	Frais de publication	1 858 500
			<b>65 231 352</b>	

**FONCTIONNEMENT**

**64 287 352**

**CONSTRUCTION/REHABILITATION**

**944 000**